

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité – Travail – Progrès

CABINET DU PREMIER MINISTRE

CONSEIL NATIONAL DE
L'ENVIRONNEMENT POUR UN
DEVELOPPEMENT DURABLE



SECRETARIAT EXECUTIF

FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT
MONDIAL



Canadian International
Development Agency
Agence canadienne de
développement international

Fast Start Climate Changes
Funds

PROGRAMME DES NATIONS
UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT



PNUD

**Compte rendu de la cinquième rencontre du cadre de concertation des acteurs
intervenant dans le domaine de l'adaptation au changement climatique au
Niger.**

Dosso, du 11 au 12 novembre 2014



OXFAM
International

giz

Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Du 11 au 12 novembre 2014, s'est tenue dans la salle de réunion de l'Ecole Normale de Dosso, la cinquième réunion du cadre de concertation des acteurs intervenant dans le domaine de l'adaptation au changement climatique.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence des officiels ci-après :

- ✓ Le Gouverneur de la Région de Dosso
- ✓ Le Président du Conseil Régional de Dosso
- ✓ Le SG du Gouvernorat
- ✓ Le SGA du Gouvernorat
- ✓ Le Préfet de Dosso
- ✓ Le Maire de la Commune Urbaine de Dosso
- ✓ Le Maire de la Commune Urbaine de Loga
- ✓ L'Honorable Sultan de Dosso
- ✓ Le Secrétaire Exécutif du CNEDD

Les participants à cette rencontre proviennent des projets, ONG, programmes, services techniques de l'Etat, etc. (voir liste de présence en annexe 6).

Le cadre de concertation vise comme objectifs de :

- ✓ partager les expériences des initiatives et programmes sur l'adaptation à base communautaire ;
- ✓ renforcer les capacités des principaux acteurs engagés dans les initiatives d'adaptation à base communautaire et développer des leçons et bonnes pratiques en matière d'adaptation aux changements climatiques ;
- ✓ créer/renforcer le cadre de concertation sur l'adaptation en réfléchissant sur le mécanisme de capitalisation et diffusion/communication des expériences nationales en matière d'adaptation ;
- ✓ échanger autour de l'Adaptation à Base Communautaire comme méthode de résilience communautaire aux changements climatiques ;
- ✓ identifier et partager les bonnes pratiques, les leçons apprises et les outils relativement à l'approche CBA.

L'ouverture officielle de la réunion a débuté par une Fatiha qui a été prononcée par un des participants, puis le Secrétaire Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) a pris la parole pour souhaiter la bienvenue à tous les participants et remercier les autorités administratives et coutumières de Dosso pour leur accueil très chaleureux. Il a ensuite situé l'intérêt de cette rencontre, qui se veut un cadre de partage d'expériences de leçons apprises et de bonnes pratiques en matière d'adaptation au changement climatique pour créer les conditions favorables au développement des synergies dans les interventions afin d'optimiser leur efficacité et leur efficacité.

Dans son discours d'ouverture, le Gouverneur de Dosso, a aussi réitéré l'intérêt de cette rencontre mais également l'opportunité de renforcer les capacités des différentes parties

prenantes sur l'approche d'adaptation à base communautaire. Pour terminer, il a remercié tous les partenaires techniques et financiers particulièrement le PNUD, la GIZ, CARE International, OXFAM et la Coopération Canadienne, pour leurs appuis financiers dans le combat pour le bien-être des populations nigériennes. Il a ensuite exhorté ces derniers à poursuivre et renforcer ce soutien dans la perspective d'éradication de la pauvreté et de réduction des inégalités, deux fils conducteurs du Programme de Renaissance du Président de la République.

A la fin de ces allocutions, la réunion a été suspendue pour permettre aux autorités de se retirer.

A la reprise des travaux, il a été procédé à la présentation des participants et la mise en place du bureau de séance composé comme suit :

Président: M. Oumarou Allo, Maire de Loga

Vice-président: M. Laouali Soumaila, Coordonnateur PDSA-BAII/CADEV

1er rapporteur: M. Boukary Issa, Coordonnateur ONG AGIR/Dakoro

2° Rapporteur: Dr. Cheick Ahmed Souleymane, VNU PANA/ Loga

Ensuite, l'agenda de la rencontre fut présenté et amendé par les participants. Il a été également demandé aux participants qui disposent des études thématiques de les présenter le lendemain au cours d'une plage qui sera dégagée à cet effet.

Les présentations commencèrent par le rappel de la mise en œuvre du plan d'action 2014 qui est effectué pour l'essentiel excepté deux activités à savoir :

- ✓ le forum régional de Bamako reporté parce que celui de la CEDEAO l'a été ;
- ✓ l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer du cadre de concertation, non réalisée mais repoussée à la présente rencontre.

Les échanges sur la mise en œuvre de ce plan d'action ont beaucoup plus porté sur le texte pour la formalisation du cadre de concertation. Une fois de plus, l'assistance a demandé de poursuivre l'amendement de ce texte en lui donnant le contenu à même de le rendre plus technique, opérationnel avant de le soumettre pour signature au Premier Ministre.

Dix (10) présentations ont été faites sous formes d'échanges d'expériences par les différents participants:

- ✓ Plateforme sur le changement climatique (Mme Bako Safi Solange, Directrice PANA-Résilience et responsable de la plateforme CCASA) ;
- ✓ Processus de test et diffusion des variétés des semences agricoles les mieux adaptées aux conditions climatiques (Mamane Maidaji, INRAN) ;
- ✓ Mesures d'adaptation aux changements climatiques (Abdoulaye ISSA, Expert S&E PANA-Résilience/SE/CNEDD)

- ✓ Diffusion d'information météorologique et agrométéorologique (Mme Ousmane Binta, DMN) ;
- ✓ Présentation des activités ALP-CARE-Dakoro (Harouna Hama, CARE-Dakoro) ;
- ✓ Présentation initiative 3N (Mme Mahamadou Aicha Ali, HCl3N) ;
- ✓ Présentation sur l'embouche ovine par ONG-EIP-Dakoro (Yacouba Kadadé, coordonnateur EIP-Dakoro) ;
- ✓ Présentation du Projet PDSA.BA II/CADEV (Laouali Soumaila, Coordonnateur-Dakoro) ;
- ✓ Présentation sur l'Intégration de la Dimension Changements Climatiques dans les documents de planification (Abdoulaye ISSA, Expert S&E PANA-Résilience/SE/CNEDD) ;
- ✓ Actions de PrompAP dans le domaine d'adaptation aux changements climatiques dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (Mamadou Abdou Sani Gaoh, responsable composante1-GIZ) ;
- ✓ La Plateforme multifonctionnelle solaire (PTFM) (Laouali Soumaila, Coordonnateur-PDSA.BA II/CADEV /Dakoro),
- ✓ Préparatifs et attentes de la 20^{ème} Conférences des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (Ali Abdou Bongué, Coordonnateur, RCD-Niger).

I. Les activités contenues dans ses différentes présentations se résument ainsi que suit :

1. Plateforme sur le changement climatique

Elle est mise en place depuis 2012. Elle fait le lien entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'adaptation au Changement Climatique. C'est un cadre de rencontre entre les chercheurs et les acteurs intervenant dans l'adaptation. Elle a élaboré des documents de capitalisation de tous les projets intervenant dans le domaine de l'agriculture.

2. PANA : Mesures d'adaptation aux changements climatiques

L'objectif primordial du projet PANA « Renforcement de la résilience du secteur agricole » est de renforcer la capacité d'adaptation et de résilience des secteurs de l'agriculture et de l'eau aux changements climatiques.

Le projet consiste à mettre en œuvre des mesures d'adaptation pour permettre d'accroître la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la disponibilité en eau.

Le projet financé par le FEM et le Canada à travers le PNUD a pour tutelle le Secrétariat Exécutif de Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (SE/CNEDD). Il intervient au niveau de 08 communes en raison d'une par région du pays, avec entre autres activités réalisées :

- ✓ la diffusion des semences améliorées (mil : HKP, Zatib et SOSAT C-88 ; Sorgho : Mota Maradi, SSD-35, IRAT 204 ; Niébé : KVX 30 309 6G, IT90K 372 1-2, TN5-78), semences

utilisées par plus de 15 000 paysans sur l'ensemble de la zone d'intervention avec un rendement de 2 à 3 fois supérieur aux variétés traditionnelles;

- ✓ L'utilisation d'information météorologique et agrométéorologique à travers l'installation de 160 pluviomètres à lecture directe au niveau des sites d'intervention du projet ;
- ✓ l'amélioration des revenus des populations les plus vulnérables à travers les Activités Génératrices de Revenus (AGR) : mise en œuvre des microprojets d'appui aux activités maraichères, d'embouches ovines et de reconstitution de cheptel, mise en place de centres d'apprentissage en couture ;
- ✓ la mise en place des Boutiques d'Intrants Agricoles (BIA) ;
- ✓ Les travaux de récupération des terres à but pastoral ;
- ✓ Le renforcement des capacités à travers la formation de 320 producteurs, 202 formateurs des ENI, 24 animateurs radios communautaires, 80 brigadiers sanitaires, les acteurs sur l'Intégration de la Dimension des Changements climatiques (IDCC) dans les documents de planification nationale, régionale et locale.

Les leçons apprises retenues sont entre autres :

- ✓ l'adoption des technologies d'adaptation grâce à la formation des bénéficiaires, l'approche faire faire, le dialogue et la gestion adaptative/participative des bénéficiaires;
- ✓ les conditions de durabilité des actions du projet à travers l'implication plus forte des multiplicateurs de semences, l'intégration du CC dans les plans locaux de développement et renforcement des capacités des groupements de producteurs;
- ✓ la meilleure prise en compte des besoins des communautés vulnérables, notamment des femmes (développement des AGR)

Enfin, il a été noté que le bon partenariat entre les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ; la meilleure implication et la large sensibilisation des acteurs institutionnels ; l'intégration progressive des questions CC dans les PDC et les programmes sectoriels tels que l'agriculture, l'élevage, l'eau, etc., constituent les dimensions réelles qui favorisent l'appropriation effective des leçons apprises et bonnes pratiques du projet PANA – Résilience.

3. Processus de test et diffusion des variétés des semences agricoles les mieux adaptées aux conditions climatiques

Pour la mise en œuvre de cette activité, le SE/CNEDD à travers le projet PANA a signé une convention de partenariat avec l'INRAN qui est chargé entre autres de :

- ✓ Assurer la formation des producteurs sur les techniques de production des semences ;

- ✓ Mettre à la disposition des semences sélectionnées des cultures retenues dans le cadre du programme d'activités agricoles du projet;
- ✓ Suivre les activités agricoles du projet pendant toute la durée du dit projet;
- ✓ Accompagner le projet dans le cadre des orientations de tout programme dans le secteur agricole.

L'activité a concerné sept (7) des huit (8) communes d'intervention du projet à l'exception d'Aderbissenet qui est une commune entièrement pastorale.

Au niveau des communes, les villages sont identifiés suivant les critères:

- ✓ d'accessibilité et de
- ✓ vulnérabilité.

Pour les multiplicateurs, les critères sont entre autres :

- ✓ être volontaire et avoir la confiance de la population;
- ✓ être disponible pendant la saison;
- ✓ avoir un champ assez grand permettant d'installer des parcelles d'essais ;
- ✓ être un bon travailleur et être disposé à accepter les innovations technologiques non OGM;
- ✓ être disposé à transmettre ses connaissances à d'autres producteurs.

Le choix se fait lors des assemblées villageoises, au cours desquelles les contributions des participants sont prises en compte.

Parmi les étapes -clé de diffusion des semences résilientes, on note:

- ✓ les séances d'information et de sensibilisation des producteurs sur l'existence des types de semences agricoles adaptées aux zones agro-climatiques;
- ✓ les techniques de production et de conservation des semences améliorées et d'isolement des champs pilotes;
- ✓ l'utilisation des informations météorologiques et agrométéorologiques dans la gestion des risques (notamment les dates de semis);
- ✓ le cumul pluviométrique nécessaire au semis, le début et la fin des saisons de pluie.
- ✓ la fourniture de semences résilientes non OGM, d'intrants agricoles et de produits de traitement phytosanitaire aux producteurs;
- ✓ 10 brigadiers phytosanitaires ont été choisis volontairement par les paysans par commune ;

- ✓ des formations pour les 280 producteurs (parmi lesquels figurent 70 femmes) en technique de production agricole et en méthodes d'identification et de lutte contre les principaux ravageurs des cultures vivrières ;
- ✓ l'encadrement rapproché des bénéficiaires assuré par les CDA avec une fréquence de visite terrain hebdomadaire ;
- ✓ le suivi phénologique (développement et croissances des cultures) par le service départemental de l'agriculture, l'INRAN et le VNU assistant du projet au niveau de chaque commune ;
- ✓ la visite des différents champs par des inspecteurs semenciers basés au niveau régional afin de s'assurer de la qualité des produits pour les certifier ;
- ✓ le stockage des semences produites dans de Boutiques d'Intrants Agricoles (BIA) avant leur vente au niveau local à des ONG ou à l'État.

Les rendements moyens durant les quatre (4) années du projet PANA-Résilience sont:

- ✓ Mil et Sorgho : 800 à 1200 kg/ha ;
- ✓ Niébé: 1,5 kg/ha.

Les rendements moyens en milieu paysans sont de 300 à 400 kg/ha.

Les principaux défis sont entre autres :

- ✓ Le début fluctuant de la saison des pluies ;
- ✓ L'arrêt précoce des pluies ;
- ✓ La réduction de la saison des pluies ;
- ✓ Les séquences sèches fréquentes et prolongées ;
- ✓ La baisse du nombre de jour de pluie ;
- ✓ Les vents forts et très poussiéreux durant toute la saison ;
- ✓ La hausse des températures ;
- ✓ Les pluies fortes et violentes ;
- ✓ Les attaques des ravageurs et des maladies.

Les réponses possibles

- ✓ La recherche et sélection des variétés encore plus résistantes aux séquences de sécheresse ;
- ✓ L'utilisation des techniques de trempage et enrobage des semences ;
- ✓ L'utilisation des hydro rétenteurs ;
- ✓ L'augmentation de l'eau disponible par les techniques de CES/DRS ;
- ✓ Le reverdissement des champs et espaces pastoraux ;
- ✓ Les brise-vents/haies vives ;
- ✓ L'agriculture de conservation ;
- ✓ La protection des surfaces du risque d'érosion hydrique par des mesures de CES/DRS.

4. Diffusion d'information météorologique et agrométéorologique;

Une Convention de partenariat a été signée en 2010 entre le CNEDD et la DMN dans le cadre de la contribution à la mise en œuvre du projet PANA « Résilience du secteur agricole aux changements climatiques »,

Les activités réalisées et appuis reçus dans le cadre de la mise en œuvre du projet PANA portent sur :

- ✓ Les formations au niveau des huit communes sur l'utilisation d'informations météorologiques et agrométéorologiques avec des séances de lecture directe des pluviomètres ;
- ✓ l'acquisition de Cent Vingt Cinq (125) pluviomètres SPIEA et accessoires ;
- ✓ la confection des pieds et supports de Cent Vingt Cinq (125) pluviomètres SPIEA, ainsi que la fabrication d'un abri météorologique pour remplacer celui de Dakoro ;
- ✓ l'acquisition de Cent (100) autres pluviomètres SPIEA et accessoires ;
- ✓ mission d'inspection du réseau pluviométrique dans les huit communes d'intervention du projet ;
- ✓ l'acquisition de deux Microordinateurs, de deux onduleurs, d'un système d'exploitation Microsoft et d'une imprimante en couleur ;
- ✓ l'acquisition de matériels informatiques (un serveur et deux disques externes de sauvegarde de données) ;

- ✓ l'animation d'un atelier des animateurs des radios communautaires des zones d'intervention du projet sur « les informations et les produits météorologiques d'aide à la prise de décisions destinés aux agriculteurs ;
- ✓ la mise en place du dispositif d'assistance en informations et produits météorologiques d'aide à la prise de décisions pour la conduite des activités agricoles destinés aux producteurs maraîchers des sites des Communes de Soudouré et de Tondikiwindi,
- ✓ l'élaboration et la diffusion de bulletins de produits d'assistance météorologique aux producteurs maraichers des communes de Soudouré et de Tondikiwindi au cours de la campagne de cultures irriguées 2012-2013.

En perspective :

- ✓ Elaboration des bulletins décennaires et des avis et conseils agro météorologiques pendant la saison agricole au profil des producteurs ;
- ✓ mise en place d'une plateforme pour collecter des données qui remonteront à la météo.

5. Présentation des activités ALP-CARE-Dakoro

Adaptation Learning Programme (ALP) de CARE est financé par la coopération Autrichienne pour le Développement, Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande et UKAID.

C'est un programme qui intervient dans 4 pays (Niger, Ghana, Kenya et Mozambique) dont le **but** est de renforcer la capacité des HH vulnérables en Afrique Sub-saharienne à s'adapter à la variabilité et aux changements et climatiques.

Il vise comme objectif d'incorporer l'approche d'adaptation à base communautaires dans les politiques et programmes de développement dans les 4 pays et répliquer dans toute l'Afrique.

Pour cela cinq (5) résultats sont attendus de la mise en œuvre de ce programme

- ✓ **R1:** Des approches innovatrices en matière d'adaptation à base communautaire (ABC) sont développées et mises en œuvre ;
- ✓ **R2:** Les communautés et organisations locales de la société civile sont appuyées pour faire entendre leurs préoccupations en matière de CC ;
- ✓ **R3:** Les modèles d'ABC sont évalués et affinés pour faire des recommandations ;
- ✓ **R4:** Influencer les politiques et programmes au niveau des Gouvernements et Organisations Internationales ;
- ✓ **R5:** Promotion de l'ABC auprès des gouvernements et des ONG dans les pays et à travers l'Afrique pour encourager son adoption à grande échelle.

Pour les principales les activités réalisées au cours de l'année 2014, il s'agit entre autres de:

- ✓ 893 producteurs (464 femmes et 429 hommes) qui ont bénéficié de crédit de warrantage;
- ✓ 48 membres (femmes et hommes) de COGES formés à Dakoro sur les procédures de gestion du warrantage;
- ✓ 2 boutiques d'Intrants agricoles construites et équipées pour favoriser l'accès et l'utilisation durables des semences améliorées;
- ✓ 118 personnes (37 femmes et 81 hommes) ont participé au processus d'analyse des risques climatiques et planifications des actions d'adaptation au niveau du Climate village (Kampa Zarma) de L'INRAN/ICRAF/CCAFs et de 4 autres de Winrock-Zinder ;
- ✓ 268 participants (132 hommes et 136 femmes), issus des communautés, communes, OSC partenaires et services techniques de la zone de ALP, Winrock (WAWASH) et GARIC (CARE) ont participé aux activités de partage des prévisions saisonnières climatiques ;
- ✓ 4 maires des communes d'intervention d'ALP ont bénéficié d'un voyage d'études au Bénin sur le partage de connaissances sur la mise en œuvre du plan d'urgence de Karimama ;
- ✓ Conduite d'une étude de référence sur les ressources naturelles de la moyenne Tarka en prélude à l'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier Régional;
- ✓ Accompagnement de 12 groupements de Warrantage (totalisant 682 membres dont 328 hommes et 354 femmes) et 40 groupements sur le système MMD (Féminins qui regroupent 1072 membres) dans l'élaboration des textes fondamentaux (statuts et règlement intérieurs) et leur reconnaissance juridique par les autorités administratives ;
- ✓ Deux ateliers de formation des formateurs sur l'ABC au profit du projet GARIC (Genre agriculture et risques climatiques) et des partenaires de PROGRES 2.
- ✓ 3 DPST sur le petit élevage des ovins/caprins par les femmes, la recharge solaire des batteries de téléphones portables, les AGR des groupements des femmes;
- ✓ 3 articles produits sur : (i) la prise en compte de l'IDCC dans les PDC ; (ii) les systèmes de suivi de vulnérabilité au Niger et (iii) l'analyse des risques de vulnérabilité comme outil de planification;
- ✓ Participation à la table ronde entre décideurs, Chercheurs et Praticiens engagés dans l'Adaptation au Changement Climatique au Niger ;

Comme leçons apprises, il est ressorti :

- ✓ l'analphabétisme généralisé des communautés nécessite un accompagnement permanent pour la bonne mise en œuvre et l'appropriation des actions d'adaptation;
- ✓ l'inaccessibilité aux informations scientifiques par le niveau communautaire nécessite une collaboration formelle avec les institutions scientifiques ;
- ✓ le mécanisme de prise en charge des actions d'adaptation au niveau des plans locaux (PDC) nécessite beaucoup de renforcement des capacités et d'accompagnement financier ;

Les opportunités portent sur :

- ✓ l'intérêt que portent les communes à « acclimater » les PDC ;
- ✓ l'émergence de plusieurs projets et programmes sur l'ABC ;
- ✓ l'existence de ces projets et programmes à l'échelle des régions offre l'opportunité de travailler en synergie et d'élargir le cadre de concertation des acteurs de l'ABC.

Les perspectives d'ALP sont :

- ✓ le NCE de 6 mois de janvier à Juin 2014 du projet ALP ;
- ✓ les fonds ADA pour 12 mois à partir de juillet 2015 qui seront axés sur le plaidoyer et les actions de dissémination de l'ABC.

6. Présentation de l'Initiative 3N

Le contexte de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle récurrente au Niger a conduit le Gouvernement à initier une stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (SAN/DA/D).

Elle est la traduction opérationnelle de l'Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens », adoptée par décret 2012-139 du 18 Avril 2012.

Son objectif est de contribuer à mettre durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et l'amélioration de leurs revenus.

Il S'agit de façon spécifique de renforcer les capacités nationales de production alimentaires, et de résilience face aux crises et aux catastrophes. L'adaptation aux changements climatiques est une priorité pour atteindre les objectifs de la sécurité alimentaire.

La stratégie de l'initiative repose sur cinq (5) axes stratégiques :

- ✓ Axe 1 : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- ✓ Axe 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires ;
- ✓ **Axe 3 : Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes ;**
- ✓ Axe 4 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens ;
- ✓ Axe 5 : Animation et coordination de l'I3N.

Cette stratégie repose sur 11 Programmes d'Investissement Prioritaires (PIP), pour la période 2012-2015, visant tous à l'adaptation aux changements climatiques (catastrophes, crises etc.) et également à la préservation de la base productive qui est la terre agricole.

La présentatrice a indiqué que les principes d'intervention du HC/3N en disant que c'est une institution de mission dont la mise en œuvre de la stratégie se fait à travers les différents ministères techniques concernés (l'agriculture, l'élevage, l'environnement, Hydraulique etc.)

En matière d'expériences et bonnes pratiques à base communautaire, plusieurs actions ont été menées par les populations et à travers les ministres techniques concernés afin de les aider à faire face aux chocs climatiques. Il s'agit entre autres de :

- ✓ techniques de la régénération assistée ;
- ✓ l'amélioration des pratiques culturales ;
- ✓ la mise au point de variétés plus performantes ;
- ✓ l'application de la micro dose d'engrais ;
- ✓ le mise à disposition aux femmes des Kits ménage (caprins et ovins) ;
- ✓ la création de la « maison du paysan » au niveau de chaque commune (en cours) ;
- ✓ la mise à disposition des semences certifiées de céréales et légumineuses aux producteurs ;
- ✓ l'accès au marché, au crédit et l'introduction du warrantage ;
- ✓ des stratégies de résiliences adoptées pour survivre aux chocs et pour améliorer la situation des plus pauvres dans le domaine de la nutrition (l'allaitement maternel, la diversification alimentaire).

Les contraintes ressorties sont entre autres :

- ✓ le manque de moyens matériel et financier ;
- ✓ la faible appropriation des résultats et programmes après la fin du financement extérieur ;
- ✓ l'insuffisante analyse et prise en compte des aspects transversaux (genre et environnement) ;
- ✓ la difficulté pour les communes à jouer pleinement leur rôle de porte d'entrée ;

- ✓ la nécessité de renforcer les capacités des institutions publiques, privés et communautaire.

7. Présentation d'une activité d'embouche par l'ONG-EIP-Dakoro

Comme pratique d'adaptation au changement climatique, le présentateur a ressorti la mise en œuvre d'un projet de « Reconstitution du cheptel d'élevage de case pour la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques des ménages dans les villages de Houtchi et Dan Djaoudi de la Commune Rurale de Roumbou, Département de Dakoro –Niger »

Le projet a touché 62 femmes bénéficiaires de 2 chèvres chacune. A cela s'est ajoutée, la formation de 100 hommes et femmes bénéficiaires de semences améliorées sur les pratiques culturales.

Les résultats obtenus dans la mise en œuvre de ce projet sont :

- ✓ 124 chèvres distribuées à 62 femmes ;
- ✓ Une Banque Aliment Bétail construite et approvisionnée (10Tonnes) de son de blé ;
- ✓ la mise en place d'une pépinière clôturée ;
- ✓ la production de 9000 plants (acacia albida, acacia sénégal, neem et moringa);
- ✓ la Plantation de 9000 plants dans l'aire de pâturage et dans les champs ;
- ✓ 100 hommes et femmes formés pour la production de semence améliorée ;
- ✓ 500 kg de mil distribuées aux 100 producteurs soit 5kg/personne ;
- ✓ un champ communautaire de 0,5ha a été initié ;
- ✓ la récupération des semences distribuées soit 7,5kg/producteur;
- ✓ la mise bas de 20 chèvres (34 chèvres gestantes/124chèvres achetées).

Les leçons apprises retenues sont :

- ✓ Contribution volontaire de la communauté;
- ✓ Structuration des groupements féminins ;
- ✓ Création et redynamisation des comités de gestion ;
- ✓ Prise en compte des changements climatiques dans les pratiques agro pastorales ;
- ✓ Participation active des jeunes et des femmes aux travaux d'intérêt collectif (développement du volontariat) ;
- ✓ Renforcement de la solidarité et de l'entraide ;
- ✓ Renforcement de leur capacité à développer des stratégies d'adaptation.

8. Présentation des activités du Projet Décentralisé de Sécurité Alimentaire -PDSA.BA II Dakoro

C'est un projet participatif et décentralisé de sécurité alimentaire mis en œuvre par CADEV-NIGER/diocèse de Maradi et financé par CARITAS Belgique avec le Soutien du FBSA. Il intervient dans les communes de Birnin Lallé et Adjékoria (Dakoro, Niger).

L'objectif global est de réduire de façon durable la vulnérabilité des populations. De façon spécifique, il vise à renforcer la résilience à l'insécurité alimentaire des 11 325 ménages vivant dans les communes de Birnin Lallé et Adjékoria par l'autonomisation des Organisations des Producteurs (OP) et autres structures communautaires.

Trois résultats intermédiaires et une thématique transversale sont attendus de la mise en œuvre du projet :

- ✓ les Productions agropastorales sont intensifiées et diversifiées ;
- ✓ l'état nutritionnel et l'hygiène alimentaire au sein des ménages sont améliorés ;
- ✓ les capacités locales de résiliences et d'absorption aux chocs sont renforcées ;
- ✓ les thématiques transversales: Environnement, Genre et Alphabétisation fonctionnelle.

Les interventions du projet en matière d'adaptation aux changements climatiques ont porté sur :

- ✓ l'amélioration de la fertilité des sols et de la disponibilité des intrants agricoles (7 BIAZ, 560 producteurs équipés) ;
- ✓ l'amélioration des conditions de production : 20 techniques via CEP, lutte biologique ;
- ✓ l'amélioration de la disponibilité des aliments bétail ;
- ✓ l'augmentation des revenus liés à l'élevage, 1120 femmes ;
- ✓ la mise en place de 40 BC, 2 stock tampons communaux, pratique du warrantage, au niveau de 40 BC ;
- ✓ la mise en place de 40 SCAP/RU et 2 OCSV ;
- ✓ la mise en place de 2PTFM qui tournent sur le solaire ;
- ✓ Renforcement des capacités : alphabétisation fonctionnelle, formation COGES, appui conseil ;
- ✓ Amélioration de la fertilité des sols et de la disponibilité des intrants agricoles: 7 BIAZ mises en place et équipées, production des semences améliorées, compostage, équipement des producteurs en 560 charrettes asines (sous forme de crédit via IMF) ;
- ✓ l'amélioration des conditions de production: vulgarisation d'une vingtaine des techniques via les CEP, lutte biologique contre les ennemies des cultures,

équipement des 916 producteurs en houes asines (350 subventionnés), récupération et mise en valeur de 284 ha des terres agricoles dégradées ;

- ✓ l'amélioration de la disponibilité des aliments du bétail: 7 BIAZ équipées en son et tourteaux, récupération et ensemencement des 154 ha de terres, formation des agro-éleveurs sur la récolte et la conservation du fourrage, formation des 15 femmes en fabrication artisanales des blocs à lécher ;
- ✓ l'embouche bovine et ovine pour 1064 femmes bénéficiaires ;
- ✓ le habbanayé (petit élevage de reconstitution): 1620 femmes bénéficiaires (y compris rotation) pour 1802 caprins ;
- ✓ la mise en place des 40 BC à 3 compartiments (stock de régulation, stock stratégique et warrantage) ;
- ✓ la mise en place des 2 stocks tampons communaux: regroupant les BC du PDSA + les BC des autres intervenants par commune ;
- ✓ Pratique du warrantage via les IMF partenaires au niveau des 40 BC ;
- ✓ le suivi de la vulnérabilité: mise en place des 40 SCAP-RU et 2 OCSV ;
- ✓ la mise en place des 2 PTFM qui tournent sur le solaire. Les recettes qui en sont issues servent des fonds de crédits pour les groupements féminins bénéficiaires ;
- ✓ le renforcement des capacités: Alphabétisation fonctionnelle, formations COGES des centres des services (vie associative, gestion, maîtrise d'ouvrages, etc.), appui/conseils, formalisation des OP, etc.

Comme leçons apprises retenues, il s'agit de

- ✓ l'adoption des techniques à faible coût et charges récurrentes (compostage, démariage à 3 plants, lutte alternative, etc.) ;
- ✓ la faible réplication de certaines techniques compte-tenu de leur coût et relativement au pouvoir d'achat des producteurs (semences, engrais, produits phytosanitaires, houes asines) ;
- ✓ les variétés améliorées SOSAT et HKP (mil), K VX et IT 90 (niébé) sont les mieux adoptées par les producteurs (cycle court et performance productive) ;
- ✓ la production prometteuse des sites récupérés (150 à 200 kg/ha de céréale) ;
- ✓ la réduction des taux d'infestation à la mineuse des épis de 50-70 % avec le lâcher de *H. hebetor say* ;
- ✓ en cas de déficit fourrager, 63% des agro-éleveurs de la ZIP ressentent moins le choc ;

- ✓ l'embouche ovine est plus indiquée pour les femmes et la bovine est plus dévolue aux hommes ;
- ✓ le habbanayé constitue une chaîne de solidarité sociale en permettant aux femmes les plus vulnérables de reconstituer leur cheptel et de s'affirmer économiquement et socialement (revenus tirés) ;
- ✓ l'importante sortie des rejets (déstockage précoce et/ou abusif) relativement aux faits sociaux ;
- ✓ l'interférence des maris dans la gestion du cheptel
- ✓ en cas de crise alimentaire, 92% des familles de la ZIP ressentent moins le choc (couverture alimentaire 7 mois) ;
- ✓ le warrantage est un crédit remboursé à 100% et permet de préserver les producteurs du bradage et des usuriers ;
- ✓ les BC, pour être rentables et pérennes, doivent bénéficier des appui/conseils rapprochés pendant au minimum 3 ans ;
- ✓ les PTFM permettent aux femmes de s'auto-octroyer des crédits et de renforcer leur pouvoir économique et leur leadership ;
- ✓ le paramétrage entre les modules et l'énergie est difficile à établir ;
- ✓ les PTFM est un outil d'amélioration des conditions de vie du monde rurale (électrification, production des glaçons, charges batteries cellulaires, mouture, etc.)
- ✓ les PTFM, pour être rentables, doivent être mises en place dans les zones excentrées des grandes agglomérations.

9. CNEDD : Intégration de la Dimension Changements Climatiques dans la Planification Communale

Cette présentation a commencé par un rappel des orientations générales de la politique de développement, notamment la Constitution de la 7^{ème} République du Niger qui stipule à son titre VII: du développement économique, social et culturel et section 1/Article 146, Alinéa1: l'action de l'Etat en matière de politiques de développement économique et social est soutenue par une vision stratégique; et Alinéa2: les politiques publiques doivent promouvoir la souveraineté alimentaire, le développement durable, l'accès de tous aux services sociaux ainsi que l'amélioration de la qualité de vie.

Puis, elle a abordé les causes et conséquences des changements climatiques avant de ressortir les liens entre changement climatique et développement. Pour les causes, il s'agit

principalement des Gaz à Effet de Serre (GES) d'origine anthropique que sont le CO₂, CH₄, N₂O, CFC, HFC, PFC. Elle a ressorti l'évolution moyenne et extrême des paramètres climatiques au Niger (pluviométrie, température et vent) avant de dégager les impacts sur les principaux secteurs vulnérables (agriculture, élevage, ressources en eau, foresterie) et les mesures d'adaptation pour y faire face.

Pour ce qui est de l'intégration de la dimension changements climatiques dans le PDC, le présentateur a indiqué que c'est un processus qui passe par ses différentes phases:

- ✓ phase préparation du processus (TDR pour revisiter/élaborer le PDC) ;
- ✓ phase analyse-diagnostic (la pluviométrie, la température, l'évapotranspiration, les vents, etc. ; la perception communautaire des changements climatiques, les impacts du cc sur leurs activités);
- ✓ phase formulation PDC (définition et priorisation des solutions, définition de la vision de développement de la commune en rapport avec le cc ...);
- ✓ phase d'élaboration du document du PDC (valorisation du bilan diagnostic, vision, orientations stratégiques, les secteurs, les mesures/options adaptation et/ou d'atténuation, budgétisation..). C'est un document cohérent respectant les directives du guide national du PDC ;
- ✓ phase adoption du PDC (le conseil communal et partenaires invités examinent le PDC) ;
- ✓ phase de contrôle de conformité (analyse pour certifier la conformité aux cadres supra de planification) ;
- ✓ Phase diffusion du PDC ;
- ✓ phase adoption du PDC (le conseil communal et partenaires invités examinent le PDC) ;
- ✓ phase de contrôle de conformité (analyse pour certifier la conformité aux cadres supra de planification) ;
- ✓ Phase diffusion du PDC.

10. Présentation des activités du Prom AP GIZ

La présentation de la GIZ a porté sur « les actions du PromAP dans le domaine de l'adaptation au changement climatique » avec des expériences en cours dans les régions de Tillabery-Tahoua et Agadez pour un total de vingt-deux (22) départements concernés.

Le pôle prioritaire d'intervention de la coopération allemande reste le développement rural et l'agriculture productive avec deux composantes :

- ✓ PromAP (CT GIZ)
- ✓ PISA (CF KfW)

La composante PromAP qui a été exposée a pour objectif général de mettre en valeur de façon durable le potentiel économique de la petite irrigation.

Elle vise entre le :

- ✓ soutien à la politique sectorielle de la petite irrigation ;
- ✓ renforcement des capacités des prestataires de services publics et privés ;
- ✓ appui aux producteurs/exploitants de la petite irrigation et leurs organisations.

Le présentateur a dans trois tableaux différents, exposé la planification des actions en faveur de l'adaptation dans le contexte du PromAP. Les tableaux résument les produits/activités, les résultats intermédiaires/indicateurs et les associés.

On retient ci-après, entre autres résultats intermédiaires significatifs dans les actions du PromAP :

- ✓ au moins 75% des Communes d'intervention ont intégré le CC dans leur PDC ;
- ✓ au moins 9 structures communales de gestion de l'eau sont mises en place et/ou formées ;
- ✓ deux (2) Formations organisées au profit des cadres du CNEDD ;
- ✓ adoption des mesures par 50% des producteurs encadrés ;
- ✓ existence d'un dispositif d'appui conseil fonctionnel par région.

Il faut aussi dire que le PromAP mise sur le maraîchage en hivernage qui rapporte six(6) fois plus que le maraîchage ordinaire. L'espèce cible dans les activités de maraîchage est le Moringa. Aussi une autre réussite dans les actions de PromAP est les associations de culture (exemple oignon-mil etc.).

- ✓ le PromAP a tiré certaines leçons malgré les moyens limités qui serviront dans les conduites des actions futures :
- ✓ la nécessité de poursuivre les sensibilisations des autorités locales les plus proches des communautés, un leader sensible et un champion pour l'adaptation ;
- ✓ aucune œuvre ne peut perdurer tant qu'elle ne génère pas de la satisfaction à ceux qui l'entreprennent. Les mesures d'adaptation ne seront acceptées que lorsqu'elles apportent quelque chose de PLUS ;
- ✓ les défis sont énormes. La tâche est grande. Les moyens sont faibles. Nécessité de mettre l'accent sur des mesures faciles et à la portée des communautés ;
- ✓ les rencontres du Cadre de concertation doivent peut être intégrer des visites des réalités où les choses bougent (changent) pour mieux partager et mieux convaincre.

Aussi, quelques perspectives sont en vues :

- ✓ Lobbying en faveur de l'intégration des CC et genre ;
- ✓ 3 étudiants pour analyse de l'approche IDCC PDC ;
- ✓ Etudes de survol aérien pour s'assurer du bilan écologique au moins neutre de l'exploitation de la PI ;
- ✓ En perspective, 1000 kits seront distribués en 2015.

11. La Plateforme multifonctionnelle (PTFM), un outil de promotion de l'égalité des sexes et de l'émergence du leadership féminin, une activité du -PDSA.BA II CADEV - Dakoro

Une PTFM est une unité fonctionnelle où l'on utilise un moteur Diesel ou l'énergie solaire pour faire fonctionner différents modules permettant de fournir des services énergétiques financièrement abordables tels que le décorticage et la mouture de céréales, la charge de batteries des motos, véhicules et téléphones portables, la soudure, l'électrification des boutiques et centres de santé, etc.

Les applications de la plateforme sont :

- ✓ Production d'énergie (12 panneaux solaire + salle de conversion d'énergie),
- ✓ Charge des piles cellulaires et batteries des motos et véhicules (coût/pile cellulaire chargé: 50 FCFA ; coût charge batterie moto: 150 FCFA ; coût charge batterie véhicule:....CFACFA ; recette journalière: 2000 à 3000 FCFA) ;
- ✓ Unité de production de glaçons, eau fraîche, yaourt, jus (Recette journalière: 4000 à 5000 FCFA) ;
- ✓ Salle de décorticage et mouture des grains de céréale (Recette journalière: 2000-3000FCFA) ;
- ✓ Kits individuels d'électrification des boutiques et case de santé (Location d'énergie: 2000 FCFA/mois/boutique ou case de santé).

Système de gestion mis en place

- ✓ Chaque module est géré par une gérante appuyée par un homme ;
- ✓ Les recettes sont récupérées chaque fin de journée par la trésorière ;
- ✓ Le versement à la banque chaque semaine ;
- ✓ Un plan d'actions élaboré chaque année ;
- ✓ Une autoévaluation est faite chaque année.

Recettes et utilisations

- ✓ 3 600 000 FCFA après 1 an d'activité (fonds sécurisé à la BIN de Dakoro) ;
- ✓ 1 200 000 FCFA crédit embouche ovine à 30 femmes membres de l'union à taux de 10% ;

- ✓ 1 320 000 FCFA crédits AGR pour 66 femmes à taux de 10% ;
- ✓ Rémunération des gérants des modules (10% des recettes mensuels) ;
- ✓ Fonds de dépannage et fonds d'amortissement.

Autres avantages de la PTFM

- ✓ Création d'emploi: les gérants + gardien ;
- ✓ Amélioration du cadre de vie: électrification du village, disponibilité des produits alimentaires vendus au frais, etc ;
- ✓ Renforcement des flux de brassage entre le village et ses voisins ;
- ✓ Facilité des opérations de soins médicaux et accouchements nocturnes ;
- ✓ Etc.

12. Présentation des attentes de la 20^{ème} Conférence des Parties à la CCNUCC

Lima (Pérou)

La 20^{ème} Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques aura lieu du 1er au 12 décembre 2014 à Lima au Pérou.

Elle comprendra la 20^{ème} session de la Conférence des Parties (COP 20) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la 10^{ème} session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 10).

Cette conférence s'est inscrit comme objectifs de :

- ✓ convenir des éléments clés de l'accord de 2015 qui serviront de base à la poursuite des négociations en 2015;
- ✓ prendre une décision garantissant que les contributions à l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre que les pays présenteront dans les mois à venir seront transparentes, quantifiables et comparables;
- ✓ enclencher un processus international en amont de la conférence de Paris en 2015, afin d'évaluer et d'analyser le caractère ambitieux et adéquat des efforts individuels et collectifs par rapport à l'objectif de maintien d'un réchauffement de moins de 2 °C;
- ✓ poursuivre les efforts en vue de relever le niveau d'ambition en matière d'atténuation avant 2020 ;
- ✓ discuter de la mise en œuvre effective des différents mécanismes de financement et de soutien en direction des pays en développement et des pays déjà affectés par les dérèglements climatiques.

Trois organes subsidiaires seront également réunis. Il s'agissait de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), de l'Organe Subsidiaire de Conseil Scientifique et Technologique

(SBSTA), et du Groupe de travail spécial sur la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP).

La Conférence aura à examiner notamment les points liés au financement, à l'atténuation, à l'adaptation et à la technologie.

Le Niger participera à cette Conférence à travers une délégation dont une série de réunions du comité préparatoire ont commencé au niveau du Secrétariat Exécutif du CNEDD, structure point focal national de la Convention. Il est prévu d'organiser 3 ateliers d'information et sensibilisation.

II. Les échanges autour des présentations ont porté entre autres sur les points suivants

- ✓ La Durabilité des réalisations après projets ;
- ✓ La prise en compte du genre dans l'Adaptation à Base Communautaire (ABC) ;
- ✓ L'initiative I3N, comme interlocuteur pour porter les bonnes pratiques au niveau des décideurs ;
- ✓ Dans le cadre d'embouches, quelles sont les bénéfices tirés par les femmes et pour quels usages ;
- ✓ Quel partenariat la DMN a avec les projets de développement ;
- ✓ Les questions foncières sont-elles traitées en amont des interventions ;
- ✓ Les variétés des semences testées sont-elles en lien avec la répartition géographique du pays ;
- ✓ Les variétés des semences sont-elles non OGM ;
- ✓ Le problème de l'eau se rencontre-il dans le maraîchage ;
- ✓ Quelle est la valeur ajoutée du processus de capitalisation au niveau d'ALP et les outils utilisés pour cette capitalisation ;
- ✓ La base du choix des zones d'intervention de certains projets ;
- ✓ Les difficultés rencontrées sont très peu ressorties dans les présentations ;
- ✓ La durabilité de la collecte des données pluviométriques après les projets ;
- ✓ Les questions de financement de l'adaptation et de la recherche.

Les travaux ont poursuivi par la constitution de quatre groupes qui ont échangé sur la thématique ***de la capitalisation sur les stratégies d'adaptation pour une diffusion à large échelle.***

Les termes de référence pour les travaux de groupe sont constitués d'un tableau à quatre colonnes abordant les points suivants :

- ✓ Stratégie/action d'adaptation appuyée ;
- ✓ Critères de résilience de la stratégie/action au niveau individu et communautés ;
- ✓ Durabilité de la stratégie/action ;

- ✓ Propositions d'amélioration.

Au niveau des réponses des exercices des tableaux (Annexe 2 à 5), il est ressorti des échanges fructueux et des compréhensions souvent différentes comme le cas du groupe 4 sur la colonne 2. Cependant les points de vue se sont convergés à la fin des exercices sur une satisfaction des participants.

III. **Elaboration du plan d'action 2015**

Partant du bilan de plan d'action 2014, celui de 2015 a été élaboré (Annexe1)

Le lieu retenu pour la prochaine rencontre de cadre de concertation : Konni

IV. **Mise en place d'un nouveau bureau**

Le nouveau bureau désigné à l'unanimité est composé comme suit :

Président : M. Abdoulaye Issa, PANA-Résilience, SE/CNEDD

Vice-Président : M. Mamadou Abdou Gaoh Sani, GIZ

Premier rapporteur : M. Awaiss Yahaya, ALP-CARE

Deuxième rapporteur : Mme Binta Adamou, DMN

Troisième rapporteur : M. Moussa Halilou, CNCOD

V. Recommandations générales

A l'issu des travaux, les recommandations ci-après ont été formulées :

- ✓ organiser une sortie pendant la rencontre du cadre de concertation pour visiter les bonnes pratiques d'adaptation de la localité;
- ✓ les projets membres du cadre de concertation doivent impérativement participer aux réunions de ce cadre ;
- ✓ faire appel à tous les autres intervenants dans l'adaptation aux changements climatiques de rejoindre le cadre pour une meilleure synergie et partage des expériences ;
- ✓ faire plus de lobbying et recherche de financement pour les actions d'adaptation.

VI. Cérémonie de clôture de la rencontre

La cérémonie de clôture a été marquée par les mots de la présidente sortante, Madame Bako Safi Solange, Directrice du PANA qui a remercié les participants en encourageant la nouvelle équipe. Puis, le nouveau président, Monsieur Abdoulaye ISSA a remercié à son tour les participants en leur demandant de diffuser auprès des autres les résultats de cette rencontre. Le discours de clôture a été prononcé par le Maire de la commune urbaine de Loga, Président des travaux qui a souhaiter un bon retour à tous les participants avant de déclarer clos les travaux de la quatrième rencontre de cadre de concertation des acteurs intervenant dans le domaine de l'adaptation aux effets néfastes des changements.

Annexe 1 : PLAN D'ACTION 2015 DU CADRE DE CONCERTATION

N°	ACTIVITES	Objectifs visés	Localités	PERIODE	RESPONSABLE	STRUCTURES CONCERNEES
1	Atelier de renforcement des capacités des acteurs sur l'Adaptation à Base Communautaire	Permettre aux acteurs de mieux comprendre l'approche d'adaptation à base communautaire	Maradi	Mars	Omar Tankari (CARE) et Moussa Halilou (CNCOD)	Tous les acteurs du cadre
	Atelier de partage des bonnes pratiques sur l'Adaptation à Base Communautaire	Recueillir les expériences des acteurs oeuvrant sur l'adaptation à Base Communautaire	Zinder	Juin	Abdoulaye (PANA) et Awaiss (ALP), Bongere (RCD)	Tous les acteurs du cadre
2	Table ronde à l'intention des décideurs politiques sur les bonnes pratiques de l'ABC et leur prise en compte dans les politiques, stratégies et plans	Partager les bonnes pratiques pour influencer les décideurs à prendre en compte l'ABC dans les politiques et programmes	Niamey	Janvier	Omar Tankari Mme Bako Plateforme CCASA	ALP CCASA
3	Rencontre d'appui à la préparation des acteurs sur le forum régional de Bamako des porteurs des initiatives sur l'adaptation de l'agriculture au CC	Discuter sur les initiatives, les approches et les expériences à partager lors du forum de la CEDEAO à Bamako	Bamako		Omar Tankari Abdoulaye	ALP, PANA
4	Participation aux rencontres Internationales et sous régionales sur le CC	Partager les expériences des acteurs ; Plaidoyer pour le financement des actions d'adaptation			Omar Tankari (CARE) Abdoulaye (PANA) Aïchatou (I3N) Bongere (RCD) Issa (AYICC) Check (VNU/Niger) Laouali	CARE, PANA, I3N, RCD, AYICC, VNU/Niger CADEV

N°	ACTIVITES	Objectifs visés	Localités	PERIODE	RESPONSABLE	STRUCTURES CONCERNEES
					(CADEV)	
5	Rencontre annuelle de partage d'information sur les prévisions saisonnières et les mécanismes de transmission au niveau local	Rendre disponible les prévisions saisonnières à temps et discuter sur les mécanismes de transmission opérationnels au niveau communautaire	Dakoro, Maradi	JMi-Mai	Abdoulaye Awaiss, Binta, Hamidou	PANA ALP DMN Aghrymet ACMAD Oxfam
6	Rencontre semestrielle du bureau du cadre	Evaluer la mise en œuvre du Plan d'action, actualisation et partage d'information avec les acteurs	Niamey	Juin	Bureau	
8	Formalisation du cadre de concertation	Disposer des textes réglementaires créant le cadre	Niamey	Juin	Bureau	CNEDD
9	Rencontre annuelle du cadre de concertation		Konni	Début Novembre	Bureau	Tous les acteurs

Annexe2 : Travaux de groupe 1 : Capitalisation sur les Stratégies/Actions d'adaptation pour une diffusion à large échelle

Stratégie/Action d'adaptation appuyée	Critères de résilience de la stratégie/action au niveau individu et communautés	Durabilité de la stratégie/action	Propositions d'amélioration
Test et diffusion des variétés de semence agricole résistante à la sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Précocité (60 à 90 jours) ; résistance à la sécheresse et à l'attaque des ennemies de cultures ; ✓ fort rendement (deux à trois fois supérieurs aux semences traditionnelles) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appropriation de la stratégie par les paysans eux même ; ✓ Satisfaction- augmentation des revenus ; ✓ Structuration des producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faciliter l'accès aux intrants (subvention, mise en place des boutiques d'intrants, accélérer la mise en place des maisons du paysan) ✓ Formation des producteurs sur le paquet technologique, et les techniques culturelles
Récupération de terres à but pastorale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Restauration des sols ; ✓ Augmentation du fourrage ; ✓ Restauration de la faune et de la flore ; ✓ Puits de carbone ; ✓ Augmentation des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appropriation des techniques de confection d'ouvrage anti érosif ; ✓ Mise en défens ; ✓ Mise en place et formation des comités de gestion. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Responsabiliser d'avantage les comités de gestion ; ✓ Vulgariser à l'échelle paysans les techniques de confection d'ouvrage CES/DRS
Petite irrigation villageoise	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; ✓ Disponibilité des laitues et autres produits légumineux au niveau local ; ✓ Culture de contre saison (pratiquée pendant la saison 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmentation des revenus monétaires des bénéficiaires ; ✓ Appropriation par les producteurs des techniques maraichères ; ✓ Structuration des producteurs maraichers pour l'accessibilité, le transport et l'écoulement des produits 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place de dispositif de gestion durable des eaux d'irrigation ; ✓ Aménagement des sites d'irrigation ✓ Disponibilité des intrants adaptés aux

	hors hivernage (soudure)		conditions climatiques
Embouche/ reconstitution du cheptel	Touche les groupes vulnérables généralement les femmes	Mise en place des comités de gestion et d'un plan de suivi assuré par la commune et le service technique de l'élevage ; Génère des revenus aux bénéficiaires	Assurer le fonctionnement régulier des comités de suivi et de gestion ; Rendre accessibles les produits alimentaires à bétail
Utilisation d'information météorologique et agrométéorologique	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Connaissance des dates et quantité des pluies utiles pour semer ; ✓ Constitution d'une base des données climatiques pouvant servir aux prévisions des tendances des paramètres climatiques, la vulnérabilité de la commune pour mieux identifier le choix des mesures pour y faire face ; ✓ Gestion des crises et catastrophes climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les pluviomètres sont placés au niveau villages ou les paysans observateurs ont été formés et transmettent les informations ; ✓ Mise en place d'une plateforme d'échange SMS pour les informations météorologiques du niveau local au niveau national et vice-versa. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prévoir le système d'entretien et de remplacement des équipements ; ✓ Renforcer le dispositif d'utilisation d'information météorologique et agrométéorologique (technique, matériel et humain)
Renforcement des capacités des acteurs en IDCC			

Annexe 3 : Travaux de groupe 2: Capitalisation sur les stratégies d'adaptation pour une diffusion à large échelle

Stratégie/action d'adaptation appuyée par le projet ALP	Critères de résilience de la stratégie/action au niveau individu et communautés	Durabilité de la stratégie/action	Propositions d'amélioration
<p>Accès et utilisation durable des semences améliorées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Précocité des récoltes et disponibilité de nourriture en période de soudure ; ✓ Amélioration de rendements (700 à 800 kg/ha contre 300 à 400 kg/ha pour les semences locales); ✓ Augmentation des revenus des producteurs ; ✓ Maîtrise des techniques culturales et appropriation par les communautés ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence des semenciers au niveau communautaire ; ✓ Existence de BI au niveau communautaire ; ✓ Mise en liaison des semenciers avec les ST A, INRAN et les entreprises de semences ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Créer un cadre de subvention des BI à travers les mairies ;
<p>L'accès aux crédits de Warrantage</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La réduction de l'endettement et le conflit inter personnel ; ✓ La conservation des surplus de production agricole et l'augmentation des revenus des productions au moment de la remise des stocks ; ✓ La disponibilité des semences et de nourriture 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place des COGES (gestion des stocks et des fonds de warrantage ; ✓ Ouverture des comptes d'épargne au niveau de l'IMF ASUSU Dakoro pour sécuriser les fonds de warrantage ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Impliquer les communes dans la négociation des crédits de warrantage au niveau des IMF ;

	pendant la saison des cultures ;		
Suivi de vulnérabilité et d'alerte précoce (SCAP/RU, OSV)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Anticipation des communautés à travers le partage d'informations sur la sécurité alimentaire, les maladies, ... ; ✓ La concertation et la prise des décisions collective inter et intracommunautaire). ✓ La prise en charge des questions de vulnérabilité communautaires à travers les réponses aux urgences. ✓ (Commune, Etat). 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en relation entre les SCAP/RU et les communes (OSV) et les services de l'Etat (CSR/PGCC). 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Intégrer le fonctionnement des SCAP/RU et OSV dans les budgets des communes ; ✓ Equiper en panneau solaires les communes pour leur fonctionnement et générer d'éventuelles recettes (recharge cellulaire, vidéo villageoise, ...) pour supporter les assises des OSV et SCAP/RU ; ✓ Impliquer les élus locaux dans les SCAP/RU ;
Partage d'informations climatiques (pluviomètre, cellulaire, poste radio, débats sur les PRESAO)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La connaissance des hauteurs de pluies utiles et des périodes favorables des semis permet de bien conduire les activités agricoles ; ✓ Amélioration de la prise des décisions dans les activités agricoles et pastorales. ✓ La sensibilisation des éleveurs sur les RC et la gestion du troupeau ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place des pluviomètres paysans ; ✓ Existence des agents releveurs qui transmettent les hauteurs des pluies au ST Météo ; ✓ Mise à disposition des cellulaires et radio pour faciliter la transmission et l'écoute d'informations climatiques et des débats variés ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aux mairies d'assurer le remplacement des pluviomètres endommagés ; ✓

<p>La reconstitution sociale du cheptel (Habanayé, embouche)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La vente des petits ou animaux engraisés permet de satisfaire les multiples besoins des ménages ; ✓ Amélioration de l'entretien et de la santé des animaux par l'utilisation des soins vétérinaires de proximité ; ✓ L'apprentissage des bonnes pratiques (formation en bloc nutritionnel) pour la gestion du troupeau ; ✓ Le renforcement des relations sociales entre les bénéficiaires propriétaires des mêmes animaux à travers le système de rotation ; ✓ Génération d'autres AGR pour les femmes sous leurs propres initiatives ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place, formation et équipement des APV ; ✓ Système de cotisation (100F/mois) permet de remplacer les animaux morts ou perdus ; ✓ Système de rotation d'animaux entre les bénéficiaires ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elargir le système de rotation pour permettre de couvrir le maximum des femmes vulnérables ;
<p>Caisse d'épargne et de crédit renforcée par les kits solaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'accès des petits crédits entre les femmes du groupement ; ✓ L'équipement en kit de recharge solaire des batteries a permis un accès facile et efficace à l'énergie pour les appareils de communication, ce qui facilite l'information sur les marchés. ✓ Les recettes générées par la recharge des batteries augment la capacité de la caisse des crédits 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le suivi des recettes par un COGES ; ✓ La recharge des batteries effectué dans les villages et au niveau des marchés ruraux ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en lien les OCB avec les IMF de la place ; ✓ Mettre en réseau les groupements des caisses d'épargne ; ✓ Organiser des voyages d'études et d'apprentissage (CADEV) sur le renforcement des Caisses d'épargnes et de crédits des femmes ; ✓

	des femmes ; ✓		
Intégration du CC dans les PDC	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prise en comptes des PACA dans les PDC ; ✓ Possibilité de financement de ces stratégies grâce à l'existence d'autres bailleurs (PANA, PAC /RC) ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La volonté des communes et leur engagement ('élaboration des dossiers de micro projet) ; 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accompagner financièrement et matériellement les communes dans l'exécution continue des PDC ; ✓

Annexe 4 : Travaux de groupe 3: Capitalisation sur les stratégies d'adaptation pour une diffusion à large échelle

Stratégie/action d'adaptation appuyée	Critères de résilience de la stratégie/action au niveau individu et communautés	Durabilité de la stratégie/action	Propositions d'amélioration
Banques céréalières	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Disponibilité et accessibilité (proximité et cout abordable) des céréales ✓ Amélioration de revenus des ménages bénéficiaires de warrantage ✓ Lutte contre le bradage et l'usure ✓ Amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion transparente ✓ Renforcement des capacités de comités de gestion ✓ Appuis conseils ✓ Auto évaluations annuelles ✓ Planifications annuelles ✓ Audits annuels (Plan, Agriculture et Conseils communaux) ✓ Les Fora annuels organisés par les Unions communales des BC ✓ Sécurisation des fonds 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Construction magasins en matériaux définitifs ✓ Poursuite des contrôles et audits des BC par les STD
Petit élevage	Disponibilité du lait Amélioration des revenus à travers la vente des petits	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Création des Banques Aliments bétail ✓ Récolte et conservation du fourrage 	

	<p>Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages</p> <p>Participation aux dépenses des ménages (soins, scolarité)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Suivi sanitaire par les services vétérinaires privés de proximité ✓ Constitution fonds sanitaires et fonds de renouvellement ✓ Récupération et ensemencement des aires de pâturage, ✓ Rotation pour intéresser d'autres bénéficiaires dans le village 	
CEP	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Apprentissage des techniques agricoles innovantes ✓ Effets tache d'huile ✓ Amélioration de la production agricole ✓ Vulgarisation des semences améliorées et adaptées 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les innovations vulgarisées sont accessibles aux producteurs ✓ Arrimage des CEP aux BIAZ ✓ Suivi individuel des apprenants par la direction de l'agriculture ✓ Constats sur le niveau de réplication des techniques ✓ 	

BIAZ	Disponibilité et accessibilité des intrants agricoles et zootecniques Prestations de services (traitement (phyto, soins vétérinaires)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des capacités des COGES ✓ Commandes groupées ✓ Membres du réseau des SVPP ✓ Auto évaluations et fora annuels 	
Lutte biologique	Protection contre les ennemis de cultures Protection de l'environnement et de l'état sanitaire des producteurs	Vulgarisation des techniques accessibles (extraits aqueux du tabac et grains de neem et piment, utilisation d'insectes prédateurs de la mineuse de mil)	
Production semencière	Disponibilité et accessibilité des semences améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ecoulement des semences à travers les BIAZ ✓ Organisation faîtière ✓ Génération des revenus 	
PTFM	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Allègement des tâches des femmes ✓ Accessibilité aux produits frais et des services énergétiques ✓ Renforcement du 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement des capacités de comités de gestion ✓ Génération des revenus ✓ Sécurisation des fonds ✓ Existence de fonds de dépannage et de renouvellement 	

	pouvoir économique et leur leadership	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Convention de maintenance avec l'opérateur ✓ Auto évaluations annuelles ✓ Auto octroi des crédits aux membres ✓ A un taux de 10% ✓ Renforcement de certains modules (congélateurs, unités de charge batteries cellulaires) ✓ Appuis conseils ✓ Suivis par les STD et conseils communaux 	
SAP communautaire	Disponibilité des informations sur la vulnérabilité	<p>Renforcement des capacités des SCAP RU et OSV</p> <p>Les SCAP RU constituées par les COGES des BC et les OSV par les stocks communaux</p> <p>Arrimage aux SAP départemental</p>	

Annexe 5 : Groupe 4 – Travaux de groupe : Capitalisation sur les stratégies d'adaptation pour une diffusion à large échelle

Stratégie/actions d'adaptation appuyée	Critères de résilience de la stratégie/action au niveau individu et communautés	Durabilité de la stratégie/action	Propositions d'amélioration
Intégration de la Dimension Changement climatique au niveau communal	<ul style="list-style-type: none"> • IDCC dans les PDC • Prise en compte des actions changement climatique dans les budgets communaux • Sensibilisation des autorités communales pour l'exécution des actions planifiées 	<ul style="list-style-type: none"> • Maitrise de l'approche par les institutions nationales (CNEDD, Prestataires de services) • Renforcement des capacités du personnel communal • Orientation et soutien aux étudiants en fin de cycle pour l'IDCC dans les PDC 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des plans d'urgences communaux (réduction des risques de catastrophes – Maintien de la capacité de résilience) • Responsabilisation des acteurs locaux • Renforcement de l'appropriation par les acteurs communaux
Renforcement des capacités des acteurs à la base sur la prise en compte des changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des autorités administrative et coutumière • Renforcement des capacités des services techniques étatique • Formation des animateurs et conseillers techniques • Formation des producteurs de la PI 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration des STD dans le dispositif de formation. • Formation de 4 formateurs par région issus des services déconcentrés régionaux • Le Plan stratégique de renforcement des capacités piloté par le MAG 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'accent sur la sensibilité des autorités administratives quant aux questions de l'IDCC • Renforcer les capacités des OSC (dans le cadre de la GIZ, ProDEC est chargé de cette cible)
L'appui à la production irriguée par la promotion de la petite irrigation	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'eau à la parcelle • Organisation des utilisateurs de l'eau • Le maraichage en hivernage • La promotion des kits goutte-à-goutte • Analyse de la durabilité écologique 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprenariat agricole • Promotion des entreprises de semences (production localisée de semences améliorées). • Utilisation des institutions de recherche et de formation dans l'accompagnement des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer le conseil et avis agro-météorologique dans le paquet technologique apporté aux producteurs (système de remonté de l'information, de partage) • Responsabilisation des producteurs • Renforcement de l'appropriation

Annexe 6 : LISTE DE PRESENCE

Rencontre Cadre de Concertation des Acteurs Intervenant dans le Domaine de l'Adaptation
aux Changements Climatiques, Dosso, 11 au 12 novembre 2014

N°	Noms / Prénoms	Structure	Contact	Email
1	Mahamadou Diallo	AREN/Maradi	90 35 17 88	mahamadoudiallo10@yahoo.fr
2	Mme Mahamadou Aicha Ali	HCI3N	96 26 22 02	aicha11799@yahoo.fr
3	Yacoubou Kadade	EIP/Dakoro	96 57 26 38	yacoubakadade@yahoo.fr
4	Harouna Hama	ALP/CARE	92 19 17 09	h.harouna@co.care.org
5	Oumarou Illiassou	CDRA/Dosso	96 27 35 67	omar.illiassou@yahoo.fr
6	Oumarou Allo	Maire Loga	96 96 47 86	
7	Mamadou Abdou G. Sani	PROMAP-GIZ	96 17 19 19	mamadou.sani@giz.de
8	Hamadou Hamidou	DRP/AT/DC	96 58 95 86	hamadouhamidou62@yahoo.fr
9	Yahaya Yaou	CNES	96 96 52 49	yaou_yahaya@yahoo.fr
10	Mme Ousmane Binta	DMN	99 14 03 45	adamoubinta@yahoo.fr
11	Abdoulaye Issa	PANA	90 47 57 74	abdl_issa@yahoo.fr
12	Harouna Wata	ONG AGAJI/Tanout	96 52 84 36	ccoادتanout@yahoo.Deparlement_1

13	Moussa halidou	CNCOD	96 96 31 77	resadniger@yahoo.fr
14	Hassane Harouna	PANA	96 26 60 40	harhassane@yahoo.fr
15	Laouali Soumaila	PDSA.BA/CADEV	96 97 65 98	laoualisoumaila@gmail.com
16	Mme Garba Adama	PANA	96 48 44 58	diallo.adama37@yahoo.fr
17	Mme Bako Safi solange	DNP/PANA	90 47 57 60	safimod07@yahoo.fr
18	Dr Kamaye Maazou	SE/CNEDD	90 47 58 33	kamayemaazou@yahoo.fr
19	Mamane Maidagi	INRAN	96 13 49 04	maidagimaman@yahoo.fr
20	Aichatou Seydou	ADL/HIMMA-Maradi	90 37 50 94	saichatou74@yahoo.fr
21	Boukari Illa	ONG/AGIR-Dakoro	96 56 26 28	agir_dakoro@yahoo.fr
22	Ali Abdou Bonguééré	RCD-Niger	96 59 06 17	bonguere@yahoo.fr
23	Mme Maigana Ouma	Care-Maradi	90 85 47 21	omaigana@co.caire.org
24	Adamou Diaffarou	DRE/SV/DD	96 80 27 37	adiafarou@gmail.com
25	Yacouba bouda	DRA/DOSSO	96 88 79 71	yacoubabouda@yahoo.fr
26	Illa Kané	PANA	96 13 95 28	kaneilla@yahoo.fr
27	Dr Check Souleymane	VNU/PANA	91 44 00 55	checksouleymane@gmail.com
28	Nassirou El. Inguini	DREL/Dosso	96 11 57 79	inguiyni@yahoo.fr
29	Issa Garba Tahirou	AYICC-Niger	96 49 33 52	issagne@gmail.com

30	Boubacar Issoufou	PNUD	91 20 83 74	boubacar.issoufou@undp.org
----	-------------------	------	-------------	----------------------------------------------------------------------------